

Epost
PB-PP B-01297
BELGIEN-BELGIQUE
P705187

LA MAIN DANS LA MAIN. BUREAU DE DEPOT : 5000 NAMUR. ED- RESP. : ANDREE DEFAUX, RUE PEPIN, 64, 5000 NAMUR. PRIX : 1€. MENSUEL N°345. Octobre/ Novembre 2017.



LUTTES
SOLIDARITES
TRAVAIL

SOMMAIRE

P.2/3 *FEDERATION* –
17 OCTOBRE 2017
JOURNEE MONDIALE DU
REFUS DE LA MISERE
Notre interpellation au Parlement de
Wallonie

P.4 à 6 *FEDERATION* –
DES MILITANT-E-S DE LST
PRENNENT LA PAROLE
Témoignages et analyse

P.7 *FEDERATION* -
ANDENNE, BRUXELLES, HUY,
NAMUR, ROCHEFORT
Echo de différentes actions de
mobilisation et de sensibilisation

P.8/9 *FEDERATION* –
REPORTAGE
Photos et impressions

P.10/11 *FEDERATION* –
« DU GRAVIER DANS LES
CHAUSSURES »
Echo du spectacle des jeunes

P.12 *FEDERATION* –
CA SE PASSE-
PETITES NOUVELLES
Ici et là ça bouge !

Rassemblement, témoignages et interpellations au Parlement de Wallonie

EDITORIAL

NUMÉRO SPÉCIAL
« JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE »

Pour lutter contre la grande pauvreté, il faut d'abord un revenu qui garantit les besoins fondamentaux. Et, en fonction de la conjoncture et de la situation personnelle, s'il est acquis par un salaire, c'est l'idéal.

L'emploi, en effet, ne permet de sortir de la misère que s'il est adéquat. Mais aussi, nécessairement adossé à une sécurité sociale ou à une aide sociale forte. Et à des services publics performants et accessibles.

Or, depuis plusieurs années, le recul et la fragilisation de ces trois piliers fondamentaux rognent dangereusement le fragile équilibre gagné dans le combat des travailleurs.

Le 17 octobre, Journée mondiale du refus de la misère, les plus pauvres à travers les associations dans lesquelles ils se rassemblent, interpellent tous les habitants et les pouvoirs publics, en particulier, sur l'urgence d'une réaction forte. C'est un enjeu particulièrement important pour l'avenir du monde et de tous ses habitants.

Ce numéro évoque différentes actions du mouvement LST, et d'associations partenaires.

L'équipe d'Andenne

Que celui ou celle qui sait lire,
lise et **PARTAGE** ce **JOURNAL**
avec celui ou celle qui n'a pas pu apprendre à **LIRE**.

FEDERATION

17 OCTOBRE 2017

JOURNEE MONDIALE DU REFUS DE LA MISERE

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les
parlementaires,
Mesdames, Messieurs,**

Nous vous remercions pour votre invitation et votre présence.

Nous tenons également à remercier les autres citoyennes et citoyens présents et notamment les membres des associations, des institutions et des écoles qui nous rejoignent et qui ont accepté d'héberger dans leurs locaux nos personnages témoins de la transparence, de l'inexistence citoyenne imposées aux plus pauvres.

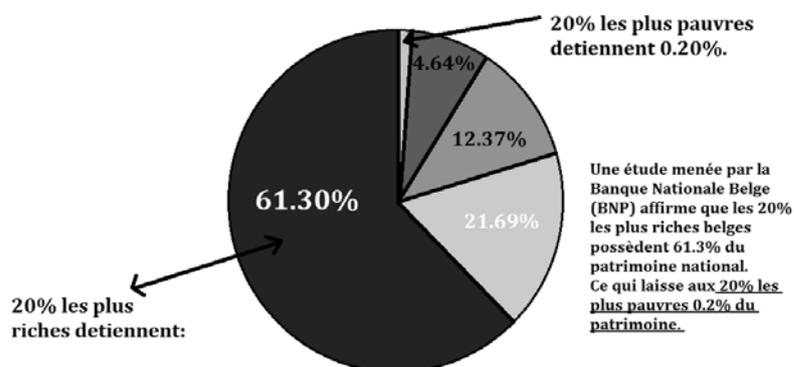
Nous voici réunis une fois de plus devant cette dalle, pour faire mémoire et témoigner des réalités de vie des victimes de la misère, des combats quotidiens menés par les plus pauvres pour survivre et questionner à travers cela les responsabilités collectives dans ces réalités.

On se rappelle aujourd'hui les 30 ans de la pose de la première dalle en 1987, par le fondateur du mouvement ATD, Joseph Wrésinski, sur le parvis des droits de l'homme à Paris. Dalle dont une copie est posée dans une multitude de lieux à travers le monde, pour questionner sur la production de tant d'oppression, d'injustice, d'inégalités.



*Mot d'accueil de Monsieur Antoine, Président du
Parlement de Wallonie*

L'augmentation des inégalités des revenus en Belgique



Source: Le soir, 5 juin 2013

En 2008 une copie de cette dalle a également été posée sur les murs intérieurs du Parlement de Wallonie. Une initiative des parlementaires de l'époque en réponse aux propositions des mouvements LST et ATD Quart-Monde. La Wallonie et Namur en particulier, est ainsi la seule localité où cette dalle est posée dans un lieu aussi représentatif de la « démocratie parlementaire ».

Depuis lors, chaque année à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, des personnes et des familles parmi les plus pauvres témoignent de leurs conditions de vie en résistance permanente à la misère.

Dans ce cadre, nous exprimons les souffrances et les violences qui nous sont imposées.

Nous dénonçons de nombreuses législations qui généralement se limitent à une gestion de la pauvreté, augmentant encore les diverses formes de répression dont nous sommes les objets.

La parole et la pensée des plus pauvres a-t-elle sa place dans un tel lieu ? Pour nous, la réponse est évidente, même si nous devons constater que le chemin est exigeant et difficile.

Entre 1992 et 1994, les plus pauvres se sont exprimés dans le cadre de la démarche initiée en Belgique par un gouvernement fédéral à travers la réalisation d'un rapport général sur la pauvreté. Dans le prolongement de ce rapport, avec de nombreuses associations et organisations, nous continuons à interpeller de manière permanente et en particulier à l'occasion des Journées mondiales du refus de la misère. Et malgré cela, il semble que nous ne sommes pas entendus.

Contrairement à ce que certaines personnes et certains chiffres veulent nous faire croire, le niveau des inégalités et de la pauvreté sont en croissance constante. En 1992 on estimait à 6 ou 7 % la population qui vivait en Belgique sous le seuil de pauvreté. En 2017 c'est de plus de 15% qu'il faut parler. L'insécurité d'existence augmente pour beaucoup et pour les plus pauvres elle pousse à l'inexistence, la transparence.

Dans l'autre plateau de la même balance, les plus riches pèsent de plus en plus lourd en termes d'accumulation et de fortune autant qu'en termes de pouvoir sur la marche du monde.



Les personnages transparents interpellent par leur présence

Dans le même temps où, certains décideurs politiques optent pour une chasse accrue sur les fraudes sociales potentielles des plus pauvres, des chômeurs, des bénéficiaires du RIS, des malades..., le premier Ministre du Gouvernement Fédéral, annonce qu'il n'y aura pas de cadastre des fortunes en Belgique car ce serait une atteinte à la vie privée.

Comment devons-nous comprendre cela lorsque le quotidien des plus pauvres constitue une suite de pratiques et de contrôles qui portent particulièrement atteinte à leur vie privée.

Pour ne prendre qu'un exemple, afin de maintenir un droit au RIS, de nombreux CPAS exigent des bénéficiaires qu'ils apportent régulièrement leurs extraits de compte bancaire. La vie privée à livre ouvert pour les plus pauvres.

L'enjeu d'une citoyenneté effective pour les populations les plus pauvres est mis à mal devant des propos tenus par le Ministre wallon de l'emploi, qui traite de « rentiers » les bénéficiaires des allocations de chômage.

Alors que, sur base d'estimations compliquées à construire et qui sont minimalistes vu l'absence d'un cadastre des fortunes mobilières et immobilières, une estimation de la fraude en Belgique est révélatrice de l'ampleur des tricheries.

D'après des études reprises dans la revue Financité ¹, en Belgique : « Le centième des quelques plus riches, soit un peu plus de 1000 personnes, fraudent annuellement chacune 5,3 millions d'euros contre 201€ pour les 50% des belges les moins fortunés ».

Et il est clair que les personnes non imposables ne se retrouvent pas dans ces pratiques.

Pour terminer cette introduction, nous vous soumettons deux citations.

La première date du 19^{ème} siècle, elle est d'Henri Lacordaire, républicain et libéral impliqué dans la politique française : « *Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit.* »

La seconde date de 2006, elle est de Warren Buffet, deuxième fortune mondiale qui s'élève actuellement à 75,6 milliards de dollars. Il déclare : « *Il y a bien une guerre de classes, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre et nous la gagnons.* »

Citations qui poussent à réflexion...

Où sont les rentiers et qui sont les fraudeurs ? Qui fait la Loi et au service de qui ?

Ce sont ces questions que nous reposons aujourd'hui et pour lesquelles nous espérons qu'elles influenceront les choix des parlementaires autant que les intérêts des puissants.

Nous vous invitons à garder une écoute particulièrement attentive aux faits de vie et de lutte pour survivre qui vont s'exprimer maintenant. Ces prises de parole et témoignages, sont autant d'analyses qui s'enracinent dans le quotidien des plus pauvres.

Les militants du Mouvement LST



Moments d'échange dans la verrière du Parlement de Wallonie

¹ Financité-Magazine du financement solidaire-Dossier septembre 2017

FEDERATION

DES MILITANT-E-S DE LST PRENNENT LA PAROLE

COMMENT LE POLITIQUE ENVISAGE DE GARANTIR LA SECURITE D'EXISTENCE AUX PLUS PAUVRES

Nos témoignages :

« Je suis aidée par le CPAS depuis plusieurs années, cela fait des mois que je demande une aide pour aller chercher de nouvelles lunettes. Dernièrement, après un rappel de ma part on m'a donné des bons pour aller manger au Resto du cœur. En attendant je n'ai toujours pas les lunettes dont j'ai besoin. »

« J'ai été supprimé du chômage et puis j'ai perdu mon logement. Depuis trois mois je dors où je peux. Mon dossier au CPAS n'avance pas mais l'assistante sociale me dit que je peux aller au Resto du cœur. »

« Au CPAS, on ne t'aide pas. On te repousse vers des associations caritatives. Je veux sortir des colis mais c'est la seule solution qu'on me donne »

Angel qui a aussi dû vivre de longues périodes à la rue nous dit : « Les Restos du cœur et les banques alimentaires ça remplit notre estomac, mais ça ne remplit pas notre dignité. »

Notre analyse :

Nous le disons depuis de nombreuses années, ce ne sont pas des mesures spécifiques pour les pauvres qui leur garantiront une plus grande sécurité d'existence.

Dans nos lieux de rassemblement nous avons analysé les différentes mesures du plan wallon de lutte contre la pauvreté. En matière d'alimentation, de notre point de vue, la distribution des surplus alimentaires et des invendus répond avant tout à la mauvaise conscience collective face aux gaspillages de denrées alimentaires et soigne les intérêts des commerces.

Au-delà des "droits" à un accès à des "minimas" généralement reconnus pour la survie des plus pauvres, il y a la dépendance aux distributions arbitraires des biens essentiels à l'existence humaine.

Que ce soit au niveau du logement, de la santé, de l'alimentation, etc... le plan wallon n'agit pas sur les structures qui produisent tant d'inégalités dans l'accès à tous les biens élémentaires.



Des militant(e)s se rassemblent à LST pour préparer les témoignages qui seront lus au Parlement de Wallonie

PERTE DES DROITS ET MISE A L'EMPLOI FORCEE POUR DE NOMBREUX ALLOCATAIRES SOCIAUX

Nos témoignages :

« J'ai vécu l'exclusion du chômage au premier janvier 2015. Ça m'a foudroyé. C'est dû à un chômage longue durée et pas assez de qualifications. On m'a reproché trop peu de motivations. Mais je n'avais pas de véhicule, pas de permis, et les transports en commun n'étaient pas fréquents, ça limitait ma recherche d'emploi. »

« Bien que ce n'était pas facile quand j'étais au chômage, le passage vers le CPAS a engendré beaucoup de désavantages. Des contrôles encore plus réguliers. Une perte de confiance en moi puisqu'on me dit que ce que j'ai fait jusque-là ne sert à rien vu que cela ne m'a pas permis de trouver du travail... Des conséquences sur la famille : du stress et des tensions, des répercussions sur la scolarité des enfants, le fait de devoir compter encore plus pour pouvoir boucler les fins de mois, etc... »

« Comme j'avais le RIS, j'ai dû aller dans un service d'insertion sociale. J'étais obligée d'y aller, en cas d'absence, il fallait un certificat médical. On avait leuro de l'heure. On a été obligé d'aller travailler dans le cadre du salon du volontariat. On n'a rien eu en plus que notre 1€/h. On a dû aussi aller cuisiner gratuitement pour l'inauguration d'une nouvelle crèche. On abuse de nous gratuitement, de notre faiblesse. »

« J'ai une amie, elle est maman de 4 enfants, elle a aussi été forcée d'aller travailler sinon elle perdait son RIS. »

« Le travail communautaire, ça me fait penser au travail d'intérêt général, comme si on était des criminels. »

« L'assistante sociale m'a parlé du PIIS. Ça m'angoisse. Si je n'arrive pas à suivre ce qu'on me demande, à me mettre dans leurs exigences je n'aurai plus rien pour vivre. Si je n'arrive pas « à tenir », qu'est-ce qui va se passer ? »

« Les politiciens, les services sociaux nous perçoivent comme passifs. Ils n'ont pas compris que nous nous activons au quotidien à lutter contre la pauvreté. Notre expérience montre que l'activation pour rejoindre le marché de l'emploi ne tient pas compte de nos conditions de vie, lorsque nous devons faire face à l'expulsion ou la perte de notre logement, à la destruction de notre famille, aux problèmes de santé, au parcours du combattant dans les administrations pour faire valoir nos droits... Il faudrait prévoir un cadre suffisamment souple pour qu'il y ait place pour notre vécu, autrement nous serons toujours sanctionnés pour cause de pauvreté. »

Notre analyse :

Pour pouvoir assurer sa sécurité d'existence, il faut notamment disposer de revenus suffisants pour vivre dans des conditions décentes. Pourtant, en Belgique le nombre de personnes condamnées à vivre sous le seuil de pauvreté a augmenté de 10% en vingt ans.

Cette insécurité d'existence est encore renforcée par les contrôles, pressions et sanctions exercés de manière profondément injuste sur les allocataires sociaux. Les plus pauvres dénoncent depuis de très nombreuses années les différentes formes d'emploi très précaires et d'activations dans lesquelles ils sont relégués (ALE, stages en entreprises non rémunérés, titres-service, contrats d'activation payés à 1€/heure...). Autant de dispositifs qui correspondent à des formes de travail forcé et dérèglent l'ensemble du monde du travail.



Rassemblement devant la Dalle en l'honneur des victimes de la misère



Lecture des témoignages dans les locaux de LST

Cette mise à l'emploi des plus pauvres à n'importe quel prix, atteint un niveau particulièrement intolérable à travers la mise en place récente du Projet Individualisé d'Intégration Sociale (PIIS) et du service communautaire.

SURVIVRE MALGRE TOUT...

Nos témoignages :

« A l'heure actuelle, je dois encore faire la manche, je n'ai pas assez avec le RIS. Quand je touche mes 864€, je paie mon loyer de 450€, 90€ pour l'électricité, 50€ pour le remboursement de la caution. S'ajoute à ça 55€ pour le remboursement d'une petite dette. Je fais des courses nourriture pour 200€. 19€, voilà ce qu'il me reste pour les vêtements, les transports, les soins de santé, les loisirs, et chercher du travail. La mendicité, on ne peut pas l'enlever, c'est notre gagne-pain. »

« Après mon exclusion du chômage, le CPAS est venu faire une visite chez moi. Quinze jours après, je recevais la décision que je n'avais pas droit au RIS parce que selon eux je vivais chez le voisin.

On m'a coupé les vivres, je me suis retrouvée 8 mois sans aucun revenu, avec toutes les conséquences qui vont avec. Le plus dur était de me nourrir, avec des colis insuffisants, devoir dépendre de connaissances. Ce fût très dur, en particulier l'hiver. Je ne voyais plus d'issues. »

« A Charleroi, Bruxelles, Liège, Namur, Andenne, Tournai..., c'est l'interdiction de la mendicité. Les villes se suivent dans cette interdiction. La police m'a déjà arrêté 3 ou 4 fois parce que je faisais la manche. A Charleroi, l'argent est confisqué. Interdire la mendicité, c'est pousser certains à aller voler. Un peu de nourriture. Des vêtements qu'on revend. Même pour manger, c'est puni par la loi. Quand on n'a pas assez d'argent, on risque d'être puni par les lois. C'est scandaleux. »



En cortège vers le Parlement de Wallonie

« On sait que la rue c'est la survie. Mais les vraies questions, c'est pourquoi est-ce que des gens n'arrivent pas à nouer les deux bouts, à se loger, se nourrir, se chauffer, payer la rentrée des classes... On doit choisir entre la peste, vivre à la rue et le choléra, prendre un logement pour les enfants mais sans pouvoir s'en sortir pour assurer la sécurité d'existence de la famille. On est obligé de choisir. »

Notre analyse

L'accès à la sécurité d'existence, c'est aussi pouvoir compter sur ses propres ressources. Pouvoir vivre et développer des solidarités de proximité et compter sur les solidarités structurelles.

Depuis de très nombreuses années, nous attirons l'attention sur le fait que les plus pauvres sont continuellement contrôlés et sanctionnés dans tout ce qu'ils mettent en place quotidiennement pour résister à la misère.

Les solidarités de proximité sont considérées comme de la fraude sociale et très souvent sanctionnées.

L'accès à tous les droits est mis à mal par une destruction organisée des services publics, et des solidarités structurelles, entre autre le démantèlement de la sécurité sociale et les conditions accrues à l'aide sociale.

Nous ne pouvons passer sous silence ces mécanismes légaux de répression et de criminalisation de la pauvreté. Des mécanismes qui rendent les plus pauvres responsables de leur situation de misère et finissent par les rendre totalement transparents, inexistantes.

POUR CONCLURE

A travers ces témoignages et analyses nous voulons attirer votre attention sur l'insécurité d'existence croissante et permanente imposée aux plus pauvres.

Et sur les mécanismes qui produisent et renforcent cette insécurité d'existence : la conditionnalité des droits, les contrôles accrus dans tous les domaines de l'existence, les législations répressives voire criminalisant, les nombreuses pratiques qui violent le droit à la vie privée, qui ne laissent plus aucune liberté de choix, aucune possibilité de garder la maîtrise sur ses conditions d'existence et sur sa vie.



Rencontre et échanges dans la verrière du Parlement de Wallonie

Autant de mécanismes qui enferment les plus pauvres dans la peur et l'angoisse permanente, dans la transparence, l'inexistence...

Nous pourrions faire les mêmes types de constats en ce qui concerne le droit d'habiter décemment quelque part, le droit à vivre en famille et à être reconnu en tant que parent, le droit à se soigner, etc...

La longue liste de paroles reproduites sur ces tableaux en témoigne avec force. Nous vous invitons à prendre le temps de les lire avec la même attention.



Stand Place de l'Ange à Namur « Nos luttes et interpellations au fil du temps »

ANDENNE, BRUXELLES, HUY, NAMUR, ROCHEFORT

ECHO DE DIFFÉRENTES ACTIONS DE MOBILISATION ET DE SENSIBILISATION

SUR LE MARCHÉ

Action de sensibilisation dans le cadre de la Journée mondiale du refus de la misère, le vendredi 6 octobre à Andenne.



La météo n'était peut-être pas au beau fixe mais les rencontres étaient étonnantes et intéressantes.

Pour la seconde année, des militant(e)s du mouvement se sont mobilisé(e)s pour mener une action sur le marché. L'occasion de sensibiliser le public à ce que nous dénonçons à travers la « campagne transparents » : la fragilisation des droits minimaux et les nombreuses discriminations à l'égard des plus pauvres.

Des pratiques qui poussent de très nombreuses personnes dans la clandestinité, l'inexistence. Rendant les plus pauvres « transparents ».

« TEMPO COLOR »

Un festival urbain et associatif qui s'est tenu Place de l'Ange à Namur, le samedi 7 octobre.

Nous y étions : quelques militant(e)s du mouvement et des personnages transparents.

Ce fut l'occasion de rencontrer des passants, des familles, des promeneurs... et de leur faire découvrir LST et notre « campagne transparent ».

Plusieurs personnes avec qui nous avons discuté autour du stand, nous ont dit qu'elles-mêmes ressentent durement une insécurité d'existence toujours plus forte dans leur vie.



A HUY

En partenariat avec la Ville de Huy, signataire de la Charte internationale du 17 octobre et différentes associations de la région, le samedi 14 octobre.

Depuis plusieurs années, LST s'associe à cette action commune menée dans le cadre de la Journée mondiale du refus de la misère.

Des militant(e)s étaient présent(e)s au stand afin de promouvoir le mouvement et la « campagne transparents ».



En début de soirée s'est déroulée, à l'Athénée Royal de Huy, la première représentation de la création collective de l'atelier théâtral du groupe des jeunes de LST Andenne : « Du gravier dans les chaussures ».



GRANDE MOBILISATION A BRUXELLES

Afin de fêter tous ensemble le 30^{ème} anniversaire de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre en soirée.

Nous étions une trentaine de militant(e)s du mouvement LST à nous rendre en car à Bruxelles pour participer à cette grande soirée festive, organisée à l'initiative d'ATD ¼ Monde en partenariat avec de nombreuses associations provenant des 4 coins du pays.

Notre stand et notre vidéo, sur toutes les actions que nous avons menées depuis 30 ans, ont été très appréciés et ont permis des rencontres et des échanges enrichissants et intéressants avec de nombreuses personnes.

Nous avons aussi pu apprécier la visite de nombreux autres stands. Les bons repas qui avaient été préparés. Les prises de parole militantes, le spectacle du groupe des jeunes d'Andenne, la prestation des jeunes rappers d'Anvers et le concert de clôture du chanteur Grandgeorge.

AU CENTRE CULTUREL DE ROCHEFORT

Durant deux week-ends d'octobre, des associations de la région rochefortoise se sont mobilisées afin de mettre en évidence la parole des gens et des initiatives de changement et de solidarité.

De nombreux militant(e)s de la région et du mouvement se sont fortement impliqué(e)s dans les différents événements qui ont ponctué les journées des 15, 21 et 22 octobre.

Plusieurs d'entre nous ont participé au repas annuel de la paroisse et réfléchi avec d'autres sur le mot « solidarité ».

Notre présence autour d'un stand a suscité la rencontre et l'échange avec de nombreuses personnes. Nous avons participé au « Rencart des possibles » qui nous a permis de nous présenter et de découvrir d'autres associations de la région.



Nous avons aussi pu découvrir plusieurs spectacles et participer aux débats qui suivent. Le spectacle des jeunes a fort interpellé, notamment par la force de ce qu'ils expriment. Cela a également permis des échanges avec jeunes et adultes du coin.

En participant activement à ces journées, notre objectif était de mieux faire connaître LST dans la région : qui nous sommes, ce qu'on fait, nos points de vue et interpellations sur différents sujets...

Ainsi que de rencontrer et d'inviter des personnes et familles à rejoindre nos lieux de rassemblement et de créer des ponts avec d'autres associations.

REPORTAGE - REPORTAGE - REPORTAGE



Lors de cette journée, nous allons au Parlement Wallon et nous lisons des témoignages. Pour moi ce qu'on a dit cette année, c'était plus flagrant que d'habitude. On a le sentiment qu'on nous écoute mais on reste transparent. *Patricia*

Au Parlement c'était bien, je trouve qu'on nous a laissé beaucoup de temps pour prendre la parole et dire ce qu'on vit. Véro



Dans le discours d'introduction, les mots étaient durs je trouve mais justes... On insistait sur des mots qui sont importants. Joëlle



On doit nous connaître, c'est bien de parler de ce qu'on fait à LST. Thierry



A Rochefort, avec notre stand on a eu beaucoup de contacts. C'est important d'aller à la rencontre d'autres personnes. Michel



J'ai parlé avec des gens que je ne connaissais pas de LST Namur. C'était la première fois que je participais à l'action du 17 octobre...et ça m'a fait du bien ! Et puis, on est allé en cortège avec les personnages transparents jusqu'au Parlement de Wallonie des personnes de LST ont pris la parole et cela m'a touchée parce qu'il y avait des situations que j'ai vécues et dans lesquelles je me suis retrouvée. Françoise





J'ai eu un écho de quelqu'un qui disait : « Vous êtes un lieu où on voit la dignité ». On sait ce qu'on dit. Cécile



On est allés en cortège au Parlement avec les personnages transparents et je trouve ça très bien. On a pu discuter avec des personnes... A Bruxelles, on a fait le tour des stands et je trouve que c'est une bonne idée. On a pu voir ce que d'autres font. Luigi



A Bruxelles, il y avait beaucoup de monde et des associations. LST avait un stand où il y avait une vidéo qui retraçait les différentes actions des journées du 17 octobre depuis plusieurs années... Les jeunes ont rejoué leur spectacle. Je suis fière de tout le monde. Joëlle



Le Centre culturel de Rochefort est très dynamique et très ouvert à toutes sortes d'initiatives citoyennes. On s'est vraiment sentis accueillis et écoutés. Véro



Le spectacle des jeunes, les rappeurs c'était bien, ce sont des jeunes qui ont quitté des institutions et qui se sont retrouvés dans des situations difficiles. Ingrid



On a vu la pièce de théâtre de jeunes d'Andenne. J'ai apprécié car ces jeunes ont eu le courage de dire ce qu'ils pensent et ce qu'ils vivent en réalité. Patricia

"DU GRAVIER DANS LES CHAUSSURES"



Dans le cadre de la Journée mondiale du refus de la misère, le groupe des jeunes de LST a présenté pour la première fois au grand public sa création théâtrale collective. Fruit d'un long cheminement, tant dans le constat que dans l'analyse du vécu et avec l'appui technique plus que précieux et apprécié de Bruno Hesbois de la Compagnie Buissonnière, ils ont relevé le défi de monter sur les planches à trois reprises sur une semaine, dans le cadre de nos différentes actions autour du 17/10.

L'objectif qu'ils ont retenu, c'est d'exprimer, d'interpeller et de mettre en débat ces fameux graviers coincés dans leurs chaussures.

La première a eu lieu le samedi 14 octobre à Huy. Ensuite, le 17 octobre à Bruxelles devant plus de 700 personnes. Et enfin, le 21 octobre au Centre culturel de Rochefort. La tournée n'est pas finie... des représentations sont prévues à Liège, Namur et Andenne les prochains mois.

Retenez déjà la date du 8 décembre à l'Hôtel de Ville d'Andenne... Les jeunes seront heureux que vous veniez les encourager dans le cadre de l'exposition annuelle de LST Andenne.

IMPRESSIONS DES ARTISTES LORS DE CES TROIS PREMIERES REPRESENTATIONS

Tiffany : « Ce fut une semaine intensive. Mais si c'était à refaire, je le ferais sans hésiter. C'est trop important. La première fois de monter sur scène, cela fait vraiment bizarre...mais on s'habitue vite. »

Xavier : « On a fait cela pour interpeller...et cela a interpellé. Quand je vois cette semaine, je me dis qu'on n'a pas fait cela pour rien. S'il fallait recommencer... La question ne se pose même pas, il faut continuer à interpeller et jouer la pièce. Il faut aussi être attentif aux personnes de LST ou d'autres qui n'ont pas pu se déplacer pour aller voir la pièce. C'est peut-être important de la jouer chez nous pour que tout le monde qui souhaite la voir puisse en avoir la possibilité. C'était stressant. Surtout la première. Mais une fois passée, cela va. Pour moi, cette expérience a libéré. Cela m'a libéré d'un poids. Et ça, c'est déjà énorme. »

Audrey : « Plus les représentations avançaient, moins on était stressés, et donc, on jouait mieux. C'était une semaine très mouvementée, mais très chouette. Il ne faudrait pas des semaines comme cela toutes les semaines, même s'il faut continuer à jouer la pièce. J'ai vécu une semaine impressionnante. C'est à refaire et à continuer pour faire réagir et réfléchir encore plus. J'ai été soulagée par rapport à l'écoute des gens. J'avais peur qu'on ne soit pas entendu et des retours. Cela m'a fait du bien de pouvoir m'exprimer librement et sans jugements. »



Le groupe des jeunes de LST à la fin de leur spectacle.

*Maintenant, je peux m'exprimer sur mon passé, sur mon histoire. »
M.*

Mélissa : « Que dire ? Ce fut très très mouvementé mais c'était super bien. Je voulais dire d'abord merci à tous ceux qui sont venus. Cela m'a touché le public qui est venu pour nous. Cette semaine forte a permis aussi de me réconcilier avec l'un ou l'autre du groupe. Cela a permis cela aussi. Cette semaine m'a fait évoluer. Si c'était à refaire, je le referais avec plaisir. J'ai appris à m'exprimer et c'est un poids en moins. Avant, je ne parlais pas, maintenant, je peux m'exprimer librement sur mon passé, sur mon histoire. C'était stressant mais on s'est vite mis dans l'ambiance, tout le groupe. Le fait d'être tous ensemble dans le groupe, d'avoir pris le temps de se connaître et de faire le projet ensemble, cela nous donne de la force et nous désstresse. Le témoignage de la jeune fille à Huy qui, suite à notre pièce, a pu parler de son histoire, m'a beaucoup touchée. C'était une super semaine. »

Julien : « Cette semaine m'a fait du bien. Je suis arrivé à faire passer le message que je voulais faire passer depuis longtemps sur la violence. Je suis fier du groupe. On a tous des forces à l'intérieur qu'on a appris à connaître entre nous mais qu'on peut révéler en osant se mettre à nu sur scène pour exprimer tous les non-dits sans filtre. Cette semaine, mais tout ce projet, nous a appris à construire une confiance plus facile entre nous et tout cela va nous permettre d'avancer dans la vie. Je veux aussi remercier Delphine et Bruno qui ont cru en nous, en croyant possible de nous rassembler, pour avancer en nous permettant de nous donner la parole...en scotchant, en plus, plusieurs personnes sur leur siège. »

Laura : « C'était un peu stressant. Cela a changé pour moi car je n'osais jamais parler devant des gens, pour la première fois de ma vie, j'y suis arrivée. Je pourrais encore refaire des présentations. J'ai passé une bonne semaine. »

Alexia : « J'étais stressée de parler devant tout le monde. Cela a été dur. Surtout avec tout le monde qu'il y avait à Bruxelles. Mais je suis contente et fière de l'avoir fait. Cela m'a plu. »

Quand je vois cette semaine, je me dis qu'on n'a pas fait cela pour rien.

X.



IMPRESSIONS DES MILITANT(E)S DU MOUVEMENT

Fabienne : « J'ai beaucoup apprécié le spectacle du groupe des jeunes parce que monter sur scène et montrer le désarroi que les jeunes vivent actuellement, c'est important... C'était la première fois qu'ils jouaient devant un public, mais le sang-froid qu'ils avaient ! Et de montrer ainsi comment ils vivent le quotidien... ! Ils étaient bien déterminés à faire passer un message. Le débat, l'échange après avec le public était très intéressant. Des personnes ont osé poser des questions, témoigner...

Je trouve que le message que les jeunes voulaient faire passer est bien passé vu les questions et commentaires des personnes et leur ressenti. C'est que ça les a touchés ! Les gens s'y retrouvaient ! Vu leurs réactions, ils ont vraiment écouté le spectacle.

C'est important qu'ils continuent ce qu'ils font ! Continuer pour faire passer un message aux politiques. »

C'est important qu'ils continuent ce qu'ils font ! Continuer pour faire passer un message aux politiques.

Alain : « J'ai trouvé le spectacle impeccable, bien fait ! Cela relate ce que les jeunes endurent. Il y a eu de bonnes réactions de la part du public. A Bruxelles, j'ai trouvé que le spectacle des jeunes était bien joué. Les jeunes avaient déjà progressé par rapport à leur première représentation le samedi à Huy. Ils ont bien rebondi malgré un petit incident... On doit toujours continuer à se battre et tous ensemble ! »

Joëlle : « C'était la première fois que je voyais le spectacle du groupe des jeunes dans lequel ma fille joue ! Je trouve que les jeunes ont tous bien joué pour leur première ! J'ai pleuré parce que ma fille jouait une scène qui est sa vraie histoire et cela m'a touchée. J'ai dit : « BRAVO MA FILLE ! » et lui ai donné un bisou. Le témoignage d'une jeune femme qui se retrouvait dans ce que les jeunes jouaient car elle a été enceinte à 16 ans ! Le vécu des jeunes, c'est aussi le vécu d'autres jeunes. »

Françoise : « Le soir, on a pris un car et on est allé à Bruxelles au Collège Saint-Michel. Là, le groupe des jeunes jouait leur pièce et j'ai bien aimé. Cela représente ce que les jeunes vivent. J'ai parfois mal vécu certaines scènes un peu plus dures... Mais le spectacle était bien et les jeunes ont bien joué. Ils ont eu du courage... »

Pricillia : « J'ai bien aimé le spectacle, c'était bien. Moi aussi je vis le harcèlement et la violence à l'école. »

Luigi : « J'ai trouvé le spectacle très bien. Les jeunes ont bien joué. Ce n'est pas facile de jouer devant autant de personnes mais pari réussi ! J'ai eu un peu les larmes aux yeux en voyant ma fille jouer sur scène. C'est du vécu ! »

Alain : « J'ai bien aimé la pièce. Ce qui est dit là-dedans, c'est la réalité qui est vécue par beaucoup de personnes. Par exemple, y a beaucoup de violence partout. Dans mon boulot aussi il y a de la violence, nous on la refuse, on essaye d'arriver à une entente entre nous... J'aimais bien l'idée de parler à une chaise vide. »

Véronique : « Le harcèlement à l'école, c'est ce que vivent beaucoup de jeunes. Ma belle-fille est venue voir la pièce, à un moment elle avait les larmes aux yeux parce qu'elle a vécu ce genre de situation. »

Chantal : « C'est un spectacle qui aborde beaucoup de thèmes différents. Et chaque thème qui est abordé parle à la fois aux jeunes et aux adultes, parce que ça renvoie à ce qu'on vit et ce qu'on a vécu. »

Alain : « Ce qu'ils disent sur le CPAS, c'est la vérité. Tu dois toujours apporter des papiers... mais tu es quand même rejeté de partout. »

« En les regardant, je me suis vue à travers eux. »
P.



Patty : « En les regardant, je me suis vue à travers eux. »

Jacques : « Je l'ai vu à Rochefort, c'était vraiment un temps fort. Il y a une grande force dans le jeu, dans ce que les jeunes expriment sur leur vie. »

« Ce qui est dit là-dedans, c'est la réalité qui est vécue par beaucoup de personnes. »
A.



« Du gravier dans les chaussures » Projet porté par L.S.T Andenne asbl et la Compagnie Buissonnière et soutenu par l'action Vivre Ensemble, la Province de Namur et la Fédération Wallonie-Bruxelles.
Plus d'infos sur la création : <http://www.mouvement-lst.org/>



ÇA SE PASSE

Projection de 'Joseph l'insoumis' à l'École sociale de Namur

Une délégation se rend au conseil communal de Namur

	Atelier famille			Agora		
	L.	M.	M.	J.	V.	S. D.
NOVEMBRE			01	02	03	04 05
	06	07	08	09	10	11 12
	13	14	15	16	17	18 19
	20	21	22	23	24	25 26
	27	28	29	30		

Présentation de la vidéo sur le lien à Marche

Projet 'retour aux sources' : projection de film et débat

Présentation de la vidéo sur le lien à Neufchâteau

Réunion Interjournal

Et surtout...

Les caves : A Namur, les mardis 5 et 19 décembre. A Andenne, le mardi 12 décembre. A Ciney, le lundi 4 décembre.

Le groupe des jeunes : Le groupe des jeunes d'Andenne se retrouve les jeudis à 18h.

L'atelier : à Andenne et à Namur les vendredis. L'atelier le fil se retrouve les samedis tous les 15 jours.

Les permanences : vous accueillent le lundi et le jeudi à Andenne, le lundi et le jeudi à Namur. Le mardi à Jemelle.

Le groupe du suivi du rapport général sur la pauvreté se voit tous les mercredis. Nous sommes également tous les mercredis **aux balances** et à **Peu d'Eau** en bibliothèque de rue avec les enfants.

PETITES NOUVELLES

ANDENNE

Décès

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Fabienne LECLERC, fille de Marie-Louise, militante depuis de nombreuses années à LST. Toutes nos pensées accompagnent la famille en ces moments difficiles.

« LA MAIN DANS LA MAIN »
LE QUART MONDE EN MOUVEMENT

ONT PARTICIPE À CE NUMERO
D'Andenne : l'équipe d'actualités andennaises. De Ciney-Marche-Jemelle : Chantal. De Namur : Andrée, Cécile, Ioana, Francine, Josiane et l'équipe de rédaction et d'envoi

NOS ADRESSES DE CONTACT

A ANDENNE :
L.S.T Andenne asbl - Tél. : 085/ 84.48.22
Rue d'Horseilles, 26 - 53000 Andenne
andenne@mouvement-lst.org
Cpte: **IBAN : BE96 3500 2327 8305**

A CINEY-MARCHE:
L.S.T Ciney-Marche - Tél. : 0476/862726
Route de France, 5 - 5377 Baillonville
ciney-marche@mouvement-lst.org
Cpte : **IBAN : BE71 7925 8843 2869**

PROVINCE DU HAINAUT :
Fabien Lardinois
Rue de l'Esclopperie, 1, 7040° Quévy-le-Grand
Tél : 065/88.59.50 - 0479/28.90.57
hainaut@mouvement-lst.org
Cpte : **IBAN : BE67 0013 3858 9387**

A NAMUR:
L.S.T Namur - Tél. : 081/22.15.12
Rue Pépin, 27 - 5000 Namur
namur@mouvement-lst.org
Cpte : **IBAN : BE12 0011 2378 3392**

A TUBIZE :
Claire Goethals - Tél. : 067/64.89.65
Rue du Centre, 19 - 1460 Virginal
tubize@mouvement-lst.org

POUR PLUS D'INFORMATIONS

RETROUVEZ-NOUS SUR :

www.mouvement-lst.org

Abonnement

Abonnement de soutien fixé à 15 euros/an
Cpte : **IBAN BE 670013 3858 9387**
De la Fédération Luttes Solidarités Travail
27 rue Pépin - 5000 Namur

DONS

Tous les dons de plus 40 euros sont déductibles des impôts. Montant à verser sur le compte **IBAN BE 23 2500 08303891**. BIC : GEBABEBB. De Caritas Secours Francophone (Délégation de Namur- Luxembourg), avec comme mention : Projet n° 05/65 (LST) ou projet n° 178 (LST Andenne).

AVEC LE SOUTIEN

De la Fédération Wallonie Bruxelles (Ministère de la Culture et des Affaires Sociales) et de la Région wallonne (Direction générale de l'économie et de l'emploi).



L'équipe du journal « La Main Dans La Main » remercie tous ses lecteurs pour leur soutien de longue date ou plus récent.

Le feu est vert ? Nous vous remercions pour le renouvellement de votre abonnement

Le feu est rouge ? Peut-être avez-vous oublié de renouveler votre abonnement...

Ce geste de solidarité contribue à la continuité de nos actions.

L'abonnement de soutien est fixé à 15 euros. 25 euros permettent de financer en plus un abonnement pour une famille qui a peu de moyens. Et ainsi de suite. Le virement est à faire au numéro IBAN BE67 0013 3858 9387 de la Fédération Luttes-Solidarités-Travail (27, rue Pépin à 5000 Namur), avec la mention : « soutien 2017 »

CHERS LECTEURS, N'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER. NOUS ATTENDONS VOS REMARQUES, VOS ARTICLES, UN PETIT COUP DE FIL... BONNE LECTURE !